

Yves Lavoquer

Né le 3 octobre 1911 à Rennes , mort le 5 mai 1981 à Saint-Cast-le-Guildo. Il fut enseignant, journaliste et résistant français, emblématique de la résistance à l'occupation dans les Côtes-d'Armor.

Professeur de lettres

Fils d'un directeur d'assurances, Yves Lavoquer, dans la deuxième moitié des années 1930, commence sa carrière de professeur au lycée de Laval (Mayenne). Membre de la SFIO et franc-maçon. Il est en août 1942, chef d'un camp de jeunesse, effectuant des fouilles sur le site archéologique de Jublains dans la Mayenne. Il reçoit à ce titre la visite de Georges Lamirand, délégué à la Jeunesse du gouvernement de Vichy. Refusant de faire un discours, il fait chanter néanmoins à ses élèves « *Maréchal, nous voilà !* » pour ne pas « se griller » vis-à-vis des autorités. A la fin de l'année scolaire de 1942, son poste est supprimé à Laval à la suite de pressions « de milieux bien-pensants ». Il est alors muté d'office au lycée Le Braz de Saint-Brieuc, pour ses opinions politiques.

(Sa période d'enseignant à Saint-Brieuc pendant l'année 1943 est largement détaillée dans le paragraphe « Résistance »)

Dans les années 1960, il vient finir sa carrière comme professeur de lettres aux lycées Le Braz puis Rabelais de Saint-Brieuc.

Résistance

Le 27 juin 1943, un groupe du mouvement de résistance **Libération-Nord** fut créé à Saint-Brieuc. Quatre hommes **Bescond, Kérien, Guennebaud, Heurtier** avaient été chargés par un envoyé parisien du mouvement d'organiser un comité départemental. A la fin juillet 1943, désigné par **Henri Ribière** et **Georges Zaparoff**, il organise le mouvement Libération-Nord dans le département des Côtes-d'Armor. S'estimant trop jeune pour le commandement du mouvement, il sollicite Adolphe Vallée, qui refuse, mais accepte d'être l'adjoint de **François Tanguy-Prigent**. Il fut chargé de recruter des cadres pour constituer des groupes militaires en vue du jour J. A la fin de 1943, Yves Lavoquer (***Hervé de son nom de clandestin***) assumait aussi les fonctions de secrétaire fédéral clandestin du Parti socialiste en relations avec Tanguy-Prigent. Lavoquer fut bientôt chargé d'organiser l'Armée secrète dans les Côtes-du-Nord ; il orienta son recrutement vers les milieux modérés et de droite, notamment parce qu'il lui fallait trouver des officiers de réserve pour encadrer les futurs FFI. Il recruta notamment l'ancien député radical-socialiste **Henri Avril**, futur président du **Comité de Libération (CDL)** et futur préfet des Côtes-du-Nord (1945-1949).

Libération-Nord diffusa son journal national et développa une résistance au sein de l'administration (faux-papiers). Lavoquer qui donnait des cours de secourisme dans le cadre de la défense passive put ainsi recruter des adhérents à Libé-Nord ainsi que des jeunes gens impatients de se battre.

Il est chargé par l'état-Major national de l'**Armée Secrète** au milieu de 1943 de mettre sur pied les premiers groupes clandestins dans les Côtes-d'Armor. En novembre 1943, il récupère des plans du terrain d'aviation de Ploufragan. Il accompagne en novembre 1943 le général Louis-Alexandre Audibert pour prendre des contacts avec la résistance en Mayenne.

Yves Lavoquer est en contact avec les résistants du lycée Anatole Le Braz, et les dissuade de s'attaquer à la prison afin de délivrer deux des leurs. Le 11 novembre 1943, la quasi-totalité

des lycéens font grève pendant une heure et se rendent au monument aux morts où Lavoquer les passe en revue.

Plusieurs de ses résistants sont déportés à la suite de la rafle au Lycée de Saint-Brieuc le 10 décembre 1943 à la suite de l'attaque à Plérin, près de Saint-Brieuc, d'un Allemand pour lui dérober son arme ; ce dernier fut tué en se débattant. Une série de rafles conduisit à l'arrestation et à l'exécution au Mont-Valérien de trois lycéens briochins (21 février 1944). Lors de cette rafle, Lavoquer s'échappe en sautant par la fenêtre de sa classe. Se sentant « brûlé » à Saint-Brieuc, **Hervé** se mit au vert en région parisienne puis en Loire-Inférieure, peu avant que la direction départementale de Libé-Nord ne soit décapitée par des arrestations (février 1944). En Loire-Inférieure, il contribua à la réorganisation des forces militaires et aux FFI. Il devient secrétaire fédéral clandestin de la SFIO.

Libération

Lavoquer rentre à Saint-Brieuc vers la mi-août 1944. Il devient à la Libération un des dirigeants de la fédération SFIO des Côtes du Nord. Il est désigné par le **Comité de Libération (CDL)** membre de la **Commission Départementale de Vérification des Arrestations (CVA)**. Il doit superviser l'épuration. Pendant plusieurs mois, sa fonction consiste à étudier les dossiers des personnes internées et, en liaison avec les autorités policières et judiciaires, à proposer des poursuites. Des centaines de personnes internées dans la fièvre de la Libération pour leur attitude durant la période d'occupation furent ainsi libérées.

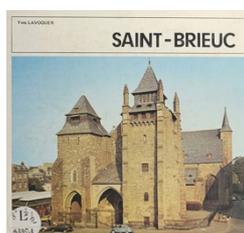
Il est chargé en février 1945 du rapatriement des corps des lycéens de Le Braz fusillés. Il déclare « **Je les ai retrouvés, pour les reconnaître, dans l'habit qu'ils portaient en classe, le jour de leur arrestation. Quelle émotion ! Quel courage ont montré ces jeunes gens, arrêtés et torturés ! Jamais aucun ne m'a dénoncé. Je le sais par mes renseignements secrets. Je n'ai pas créé le mouvement de résistance des élèves du lycée. C'est lui qui s'est rallié à moi. Je n'aurais pas voulu embrigader des mineurs.** » (...)

Journalisme

Parallèlement, Lavoquer contribua à réorganiser la fédération socialiste SFIO des Côtes-du-Nord, écrivant des éditoriaux dans les premiers numéros du « **Combat social** » (octobre-novembre 1944). En novembre 1944, avec Antoine Mazier (futur maire de Saint-Brieuc) et Le Moël, il fut l'un des quatre délégués au congrès national du parti.

Il démissionne de la CVA au début du mois de mars 1945.

Au début juillet 1945, Yves Lavoquer quitte Saint-Brieuc pour Rennes. Il siège à Rennes au *Comité régional de la presse*. Il devient directeur de publication du quotidien régional « **La République sociale** ». Pour conforter leur influence politique, en accord avec les radicaux-socialistes, les socialistes lancèrent ce quotidien régional pour contrebalancer « *Ouest-France* » lié au MRP. Accumulant les pertes financières, le titre disparut en novembre 1947. Cet échec de la « *République sociale* » expliquait son départ pour Troyes dans l'Aube en 1948 où il poursuivit une carrière de journaliste dans un journal issu de la Résistance : « **Libération Champagne** ».



Il écrivit une petite histoire de Saint-Brieuc publiée par le syndicat d'initiative.